

iant de soins au développement des intérêts agricoles, voulait, entre autres mesures, que l'élévation des taxes municipales devînt un obstacle qui rendît, aux cultivateurs et aux artisans, difficile, sinon impossible, le séjour des grands centres de population, afin de prévenir l'abandon des champs et des villes secondaires. « Sans cette digue salutaire, disait-il, qu'il faut fortifier avec du granit chaque fois qu'une pierre s'en détache, les flots tumultueux et avariés de la province envahiraient Paris transformé dans un demi-siècle en une immense cité ouvrière ; ce qui serait la plus périlleuse des transformations pour la royauté. »

De nos jours, que de faveurs ne sont pas prodiguées à l'industrie ? N'est-ce pas pour elle et en vue d'elle seule, qu'ont été créés les chemins de fer si largement subventionnés par l'État ? que les ports sont améliorés, les grandes rivières canalisées et entretenues avec les deniers publics ?

L'embranchement agricole et le chemin de fer rural attendent leur tour, comme aussi ces grands canaux d'arrosage, dont M. Casablanca, dans son récent rapport au Sénat, signalait si bien la nécessité et les bienfaits pour accroître la masse des subsistances.

A côté de tout ce qui invite les populations rurales à quitter leurs foyers, il importe de placer aussi ce qui peut les retenir. Autrement, si le mouvement d'émigration ne s'arrêtait, ne pourrait-on pas craindre qu'un jour la société ne se trouvât tout a coup surprise et ébranlée par l'inconnu pouvant sortir d'imprévoyantes combinaisons.

Que de faveurs également ne sont pas accordées aux villes ? A elles tous les établissements publics d'éducation et de bienfaisance, les subventions de spectacles, les plaisirs de tous genres ; a elles les millions pour leur embellissement ; dépenses de luxe, dépenses splendides, mais après tout dépenses le plus souvent improductives, et dont une part tombée à